

La vie en société pour les détenus

Carol Blessing
The Employment and Disability Institute
School of Industrial and Labor Relations
Cornell University
Téléphone: 518.283.4408
Courriel: cjb39@cornell.edu

Thomas P. Golden

Antonio Ruiz-Quintanilla

Les auteurs aimeraient mentionner l'assistance de Sara VanLooy de l'*Employment and Disability Institute* de l'Université Cornell dans la rédaction de ce document.

Introduction

Le concept de vie en société constitue un élément important de la réinsertion de toute population institutionnalisée, y compris des personnes qui ont été incarcérées pour avoir commis un acte criminel. L'institutionnalisation d'une population entraîne l'isolation, la ségrégation et le détachement des éléments d'une société définissant les fondements même de la citoyenneté. Bien que souvent les individus réintégrant la société mettent davantage l'accent sur le choix de l'endroit où ils habiteront, leur réussite à long terme dans la société est plus susceptible d'être tributaire des rôles sociaux qu'ils auront choisi de jouer, dans la mesure où ils s'engageront dans la collectivité et qu'ils auront été préparés à ces fins pendant leur institutionnalisation ou leur incarcération.

Répercussions des politiques et des pratiques sur la réinsertion sociale

Les États-Unis font actuellement face à une réalité où approximativement deux-tiers des individus quittant les prisons seront réincarcérées dans les trois ans suivant leur libération (Wodahl, 2006; *Re-entry Policy Council*, 2003). Il existe plusieurs facteurs contribuant à l'inefficacité de la transition des détenus de la prison vers le retour à une vie productive et à la pleine participation au sein de la collectivité. Le principal facteur est la capacité limitée des systèmes correctionnels actuels de gérer efficacement l'accroissement du nombre de personnes qui sont arrêtées et incarcérées chaque année. Les peines minimales obligatoires visant à réduire le nombre d'actes criminels comme la *Rockefeller Drug Law*; la *Secondary Offender Law* et la *Violent Felony Offender Law*, de même que l'emprisonnement accru de délinquants non violents, sont en réalité devenus les principales causes expliquant la croissance exponentielle de la population carcérale dans l'État de New York et dans d'autres États à travers le pays (Reich, 1994). Le principe des peines réelles et l'élimination de la libération discrétionnaire dans plusieurs États américains ont accentué le problème en créant une expansion sans précédent de la population carcérale.

Les prisonniers américains sont plus pauvres et considérablement moins susceptibles d'avoir occupé un emploi avant leur arrestation comparativement au reste de la population. La prévalence du handicap aux États-Unis est indéniablement liée à la pauvreté (Russell and Stewart, 2001). Le surpeuplement a entraîné un changement dans les priorités, mettant en valeur la sécurité et la sûreté plutôt que les efforts fournis par les programmes de réadaptation sociale. En 1996, 94 % des 22 milliards de dollars dépensés dans le milieu carcéral ont été affectés à la construction et à l'entretien des installations elles-mêmes. Le 6 % des fonds restant a été utilisée pour financer des programmes de réadaptation en milieu carcéral (Boulard, 2002). De plus, les programmes destinés aux détenus sont souvent fondés sur les ressources disponibles dans le milieu carcéral plutôt que sur la nécessité de répondre aux besoins ponctuels de chaque détenu et sur une approche axée sur l'avenir. Ceci a pour effet que les prisonniers sont moins bien préparés à leur réinsertion et ont des liens moins solides avec les structures de soutien social de la collectivité pouvant les aider à éviter d'avoir d'autres démêlés avec la justice (Travis et Petersilia, 2001). Par conséquent, beaucoup de personnes ayant des déficiences mentales sont prises dans un cercle vicieux d'arrestations, d'incarcérations et de remises en liberté sans thérapie. En 1985, la *Correctional Association of New York* menait une vaste étude afin d'explorer les enjeux actuels dans le système de prestation de services aux détenus souffrant de maladie mentale, atteints d'une déficience intellectuelle ou de troubles d'apprentissage (Reich, 1994). Les résultats de cette étude ont été divulgués dans un rapport en 1987 et ont été un facteur important dans la décision d'ouvrir une unité de services adaptés pour cinquante-deux détenus masculins déclarés déficients mentaux à la *Wende Correctional Facility*, située dans l'ouest de l'État de New York. Par la suite, deux unités de services adaptés supplémentaires furent ouvertes: celle de la *Sullivan Correctional Facility* à Fallsburg, New York et celle de l'*Arthur Kill Correctional Facility* de Staten Island, New York. Ces réformes ont amélioré, dans une certaine mesure, les conditions des détenus ayant des déficiences intellectuelles en élargissant leur accès aux programmes de santé mentale et autres programmes spécialisés durant leur incarcération, mais ces améliorations ne donnent qu'une infime idée des liens qu'il est nécessaire d'établir entre la vie carcérale et la vie en dehors des murs de l'établissement.

L'évolution du système correctionnel vers la rencontre des besoins individuels que présentent les détenus ayant des incapacités est une tendance en progression depuis l'instauration du mouvement de désinstitutionalisation au milieu des années 1960. Les États-Unis, comme de nombreux autres pays, luttent toujours pour trouver la meilleure façon d'harmoniser les politiques et les programmes de soutien aux personnes ayant des incapacités afin d'atteindre des niveaux d'emploi, de vie en société et de participation sociale comparables à ceux de leurs pairs qui n'ont pas d'incapacités (Golden, Zeitzer & Bruyère, à paraître), y compris pour les personnes ayant des incapacités vivant en milieu carcéral. Alors qu'au cours du 20^e siècle l'accent a été mis sur une approche médicale du handicap et de la réadaptation qui était principalement conçue pour régler les problèmes de l'individu, la tendance des trois dernières décennies a été de se tourner vers une approche axée sur des mécanismes de soutien fonctionnel reconnaissant les caractéristiques, les aptitudes, les capacités et les besoins de soutien propres à chaque personne. Cette tendance n'a pas seulement eu des répercussions dans les systèmes de

soutien des services communautaires aux personnes ayant des incapacités, mais aussi dans le système de services correctionnels. L'accent mis sur les capacités permet de reconnaître qu'en visant à valider les rôles sociaux que les personnes sont en mesure de jouer dans leurs collectivités, il nous faut d'abord comprendre l'individu et tirer parti de ses forces personnelles, tout en gérant de manière individuelle ses besoins en soutien et en assistance (Wolfensberger, 1998). Le mouvement en matière de politiques et de pratiques a également été secondé par le *Rehabilitation Act* de 1973 qui étendait les droits des personnes ayant des incapacités de vivre, de travailler et d'exercer leurs loisirs dans les conditions habituelles de la collectivité (Fleisher and Zames, 2001). Profitant de cette force de la bataille menée dans le dossier de l'incapacité, le domaine de la planification axée sur la personne a commencé à émerger à la fin des années 1970, établissant à la fois une philosophie et un ensemble de méthodes systématiques conçues exclusivement dans le but de découvrir comment les personnes ayant des incapacités peuvent devenir des participants actifs au sein de leur collectivité naturelle, au-delà des barrières réelles et artificielles de leur système de soutien (O'Brien and O'Brien, 2002). Alors que ces tendances, à la fois dans le domaine correctionnel et le domaine de l'incapacité, fournissent des éléments importants à considérer en matière de politiques pour la réinsertion sociale des détenus, la transposition en termes de pratique et d'amélioration de la vie en société n'est toujours pas réalisée pleinement.

Les enjeux et les problèmes de la réinsertion

Il existe, à l'échelle nationale, une division considérable entre le système de prestation de services aux adultes et celui des services correctionnels. Bien que certains organismes communautaires fournissent des services spécialisés aux détenus en matière de logement, d'emploi, de santé, et autres, au moment de leur remise en liberté, ils sont encore très rares. Cela signifie que le faible nombre de programmes qui existent est surchargé par le grand nombre de demandes de prestation de services et n'arrive pas à répondre aux besoins et aux exigences des prisonniers libérés. Les collectivités dont les services font défaut obligent les gens ayant des besoins de soutien importants à retourner chez eux et à vivre dans les mêmes conditions qu'au départ. Il faut tisser des liens entre les établissements correctionnels et les organismes communautaires dans l'intention d'améliorer l'intégration des détenus remis en liberté dans nos collectivités. Aux États-Unis, l'accent mis sur la réinsertion dans les collectivités est actuellement devenu l'intérêt premier, à la fois pour les systèmes carcéraux et de libération conditionnelle, qui a tout récemment été appuyé par l'autorisation de la *Second Chance Act*, faisant de la réadaptation l'objectif central du système judiciaire américain (Eckholm, 2008).

Jusqu'à présent, peu d'études rigoureuses ont été menées au sujet des répercussions que les services en milieu carcéral ont eues sur la réinsertion réussie à la vie en société d'anciens contrevenants. Il y a cependant un nouveau champ de connaissances qui pointe en direction de la nécessité d'intégrer les services carcéraux aux services suivant l'incarcération en tant que pratique exemplaire émergente dans l'amélioration de la réintégration dans la collectivité (Bloom, 2006).

La probabilité de violation des conditions de libération conditionnelle et d'une nouvelle arrestation est sept fois plus élevée chez les anciens contrevenants de la ville de New

York qui sont mis en liberté et placés dans des refuges pour les sans-abri que chez ceux qui sont placés dans des foyers d'accueil stables (Nelson, Deess, and Allen, 1999). De bas niveaux de scolarité et des compétences professionnelles limitées constituent des facteurs incitatifs figurant dans les profils de détenus et contribuant à la probabilité de récidive. La réussite d'une réinsertion d'anciens détenus dans la collectivité civile dépend de la réussite des personnes remises en liberté en fonction de plusieurs domaines clés, comprenant entre autres: l'hébergement; l'emploi, les liens familiaux et communautaires; les programmes pour alcooliques et toxicomanes; l'éducation et la sécurité publique. Un rapport de 1987 produit par la *Correctional Association of New York* converge sur ce point en indiquant que c'est la combinaison de l'alphabétisation, de l'acquisition de compétences professionnelles et de l'aide au placement, du counseling sur l'alcoolisme et la toxicomanie et de l'accès à un logement de qualité convenable qui crée de meilleures chances de réussite lorsque les détenus quittent le milieu carcéral (Reich, 1994). Le *Re-Entry Council* (2003) a mis en évidence la nécessité pour les programmes en milieu carcéral de mettre l'accent sur le perfectionnement et l'acquisition de connaissances et de compétences professionnelles; sur les problèmes liés aux drogues et à l'alcool; sur la prestation d'un counseling en matière de santé mentale respectant les différentes cultures et favorisant les liens avec la famille et la collectivité bien avant la planification de la mise en liberté.

Le rôle de la planification dans le soutien de la réinsertion des détenus

La manière la plus simple d'aborder le problème de la réinsertion et de la vie en société des détenus est probablement de commencer à planifier la réinsertion d'une personne dès le premier jour de son incarcération. Cette approche, qui commence en gardant l'objectif ultime (la remise en liberté) à l'esprit, suppose en effet que le détenu, comme 97 pour cent de tous les détenus incarcérés aux États-Unis, effectuera un retour à la vie civile un jour (*Re-Entry Council*, 2003). Pour atteindre cet objectif, on doit travailler à découvrir et à entretenir le potentiel d'un individu pour assurer la réussite de son retour à la vie en société. Il faut imaginer le détenu (et aider le détenu à s'imaginer lui-même) dans des rôles productifs et significatifs à l'extérieur de la prison, même s'il vit à l'intérieur pour le moment. L'évaluation se rapporte au processus par lequel on évalue les besoins et les préoccupations spécifiques du détenu afin d'identifier les programmes et les services qui lui conviendront. Elle permet d'établir le cadre de sa vie carcérale. L'évaluation est généralement effectuée dès son arrivée, au cours des premiers jours de son entrée dans l'établissement correctionnel. Il importe que l'évaluation comprenne des méthodes par lesquelles les besoins primaires, les forces personnelles, les intérêts, la condition de santé et les antécédents sociaux de la personne sont pris en compte pour élaborer le programme et le plan de réadaptation du détenu. Les outils utilisés pour le dépistage et l'évaluation doivent tenir compte des facteurs aigus et chroniques, de même que des facteurs statiques et dynamiques propres à chaque personne. Le style et la préférence en matière d'apprentissage, ainsi que les caractéristiques personnelles du détenu devraient également être incorporés dans l'évaluation complète. Lorsque les forces personnelles, les intérêts, les aptitudes et l'expérience de la personne deviennent des parties intégrantes du processus d'évaluation, ils forment des assises dont on peut tirer profit et sur lesquelles

on peut s'appuyer tout au long de la période d'incarcération de l'individu. La planification des programmes est issue du processus d'évaluation. Il s'agit de la prestation de programmes et de services spécifiques et généraux aux détenus, durant leur période d'incarcération, permettant de leur fournir les connaissances, les aptitudes et l'expérience nécessaires pour régler leurs problèmes existants (problèmes de toxicomanie par exemple); pour renforcer ou acquérir des compétences basées sur leurs forces personnelles (compétences interpersonnelles/entregent); et pour assister à des programmes de formation professionnelle (compétences professionnelles). Une planification de programmes adéquate se base sur les normes prédominantes dans la collectivité afin de fixer des objectifs, avec le détenu, en s'appuyant sur ses intérêts, ses forces personnelles et ses habiletés, ainsi que sur ses besoins déterminés au cours de l'évaluation. Elle est également conçue pour lui enseigner des compétences fonctionnelles, sociales, professionnelles et des compétences en matière de formation qui favoriseront ses chances de quitter le milieu carcéral avec plus de ressources pour vivre dans la collectivité. La formulation d'idées concernant la vie en société, les retrouvailles avec la famille et l'exercice d'un emploi en dehors du milieu carcéral aide à orienter la conception et la mise en œuvre d'un plan de programme individuel.

Le processus de planification devrait être destiné à encourager et favoriser l'engagement de la famille et des proches tout au long de la période d'incarcération et de la réinsertion du détenu. Les familles sont également touchées par les actes criminels commis par leurs proches. Des programmes en milieu carcéral, traitant des relations parentales et d'autres relations familiales, sont essentiels aux détenus, car ils pourraient en tirer des avantages. Une étude menée par la *Urban Institute on Families and Reentry* (Returning Home, 2007) a indiqué, entre autres, que la plupart des prisonniers croient que le soutien familial est un important facteur leur permettant de réduire la probabilité de récidive une fois qu'ils ont été libérés. Le rapport ajoute que des relations familiales étroites étaient plus susceptibles de conduire à un emploi rémunéré à la suite de la libération.

Une planification donnant la possibilité aux détenus de participer à des programmes de formation en compétences professionnelles peut accroître les chances de ceux-ci de dénicher un emploi une fois qu'ils seront libérés. Les conclusions du rapport d'évaluation de l'impact du programme *Opportunity to Succeed* (2003) ont révélé que la participation au travail en milieu carcéral et l'occupation d'emplois à l'extérieur augmentaient les chances de dénicher un emploi après l'incarcération. On a également constaté qu'un niveau de participation plus élevé dans les programmes de traitement des toxicomanes entraînait une hausse des emplois à temps plein et qu'une hausse de l'emploi constituait une valeur prédictive de la réduction du trafic de drogues, des actes criminels violents et des crimes contre les biens (The Urban Institute, 2007).

Toutefois, le travail accompli en milieu carcéral ne résout que la moitié du problème. Aucun établissement ou organisme ne peut, à lui seul, fournir tout ce qui est nécessaire pour créer des conditions postpénales favorables et positives à la réussite. Des efforts concertés dans l'établissement de programmes postpénaux par le biais d'une planification complète de la libération ou de la transition, y compris l'accès à un logement stable et de qualité convenable, ainsi que la continuité des soins pendant la période suivant

immédiatement la libération est d'une importance tout aussi capitale. Le plan de transition devrait, en réalité, être le prolongement du programme établi. Les conséquences d'une planification médiocre de la transition, en plus de compromettre la sécurité publique, renvoient les gens vivre dans les mêmes conditions qui ont créé les circonstances à l'origine de la perpétration d'une infraction.

Les facteurs dont on doit tenir compte dans l'élaboration du plan de transition comprennent l'endroit où la personne habitera, la manière dont elle est susceptible d'interagir avec sa collectivité, particulièrement dans le cadre d'un emploi rémunéré, et quel type de supervision et de soutien seront les plus efficaces pour aider le détenu non seulement à ne pas retourner en prison, mais à devenir un membre productif et actif de la société. Une détermination rapide des programmes requis et la participation prélibératoire aux programmes communautaires, en matière de logement par exemple, qui sont offerts pour répondre aux besoins et aux intérêts du détenu au moment de sa libération sont très importantes. L'établissement préalable de contacts avec des prestataires de soins et de services avant la remise en liberté assure une continuité des soins pouvant améliorer les résultats chez les détenus réinsérés dans la société. Il a été prouvé que l'aide apportée dans la recherche de logements convenables et sûrs pour les détenus qui en ont besoin est un important facteur empêchant ceux-ci de retourner en prison, (The Urban Institute, 2007). L'élaboration de « services uniformes » visant à lier les programmes en milieu carcéral aux programmes communautaires vient combler la lacune actuelle qui existe entre ces systèmes et pourrait éventuellement servir à accroître la confiance et l'investissement des deux entités, ainsi qu'à réduire l'anxiété ou l'appréhension du détenu envers sa participation à des programmes communautaires et à des programmes thérapeutiques après sa remise en liberté. La planification adéquate d'une transition nécessite la participation d'un groupe d'intervenants divers dont la mission est d'agir en tant qu'équipe de planification de la transition, et dont les efforts sont consacrés à concevoir un plan complet de réinsertion destinés au soutien des détenus. Le personnel carcéral, y compris les agents de libération conditionnelle des établissements, les membres de la collectivité, comprenant les représentants des services correctionnels communautaires, les corps policiers, ainsi que les organismes de services communautaires et de perfectionnement de la main-d'œuvre collaborent en unissant leurs efforts pour combler les lacunes et assurer un retour réussi à la vie en société aux détenus qui rentrent chez eux.

Bien qu'il n'y ait que relativement peu d'études visant à évaluer l'impact des processus de planification et de remise en liberté basés sur des données probantes, des pratiques prometteuses adoptant une philosophie de planification de la transition et des programmes axés sur les forces individuelles émergent à l'horizon du domaine de la réinsertion des détenus.

Des pratiques de réinsertion prometteuses

Le programme *Project Return* (<http://www.projectreturn.com/>) concentre ses efforts sur les détenus qui risquent le plus de retourner en prison. Le programme cherche à briser les cycles de comportements criminels et violents par le biais d'un processus aidant les condamnés à réussir leur transition de la prison vers la collectivité et à retourner sur le

marché du travail. Les participants prennent part à un ensemble de programmes et d'interventions adaptés pour répondre aux problèmes auxquels les détenus remis en liberté font habituellement face. Chaque semaine, les participants passent approximativement 12 heures en évaluation d'éducation générale (GED)/travaux scolaires, huit heures et demie en formation sur les toxicomanies, six heures et demie en formation pratique en sur ordinateur, quatre heures et demie en formation d'acquisition de compétences relatives à l'emploi, quatre heures en formation d'acquisition de compétences en communication et deux heures en développement de l'esprit communautaire. Chaque participant reçoit un cachet de cinq dollars l'heure durant les soixante à quatre vingt dix jours de participation au programme avant le placement sur le marché du travail. *Project Return* a été mis sur pied en 1989 par le Dr. Robert E. Roberts comme le résultat direct d'une recherche de trois ans en milieu carcéral qui permis de démontrer l'efficacité d'une technique d'intervention en développement de l'esprit communautaire dans l'amélioration des résultats aux tests de lecture des détenus et comme méthode de réduction des fautes disciplinaires mineures et majeures au sein de l'établissement carcéral. L'étude a également permis de constater que l'un des principaux facteurs contribuant à la montée en flèche des taux d'actes criminels et de récidive en Louisiane était l'incapacité des anciens contrevenants de recommencer leur vie à leur remise en liberté. Les participants incarcérés avaient en moyenne un niveau d'instruction équivalent à la sixième année du primaire en lecture et presque le tiers d'entre eux étaient analphabètes. En plus de leur toxicomanie non traitée, beaucoup d'anciens contrevenants n'ont pu se trouver un emploi rémunéré et n'ont pu rétablir un environnement familial fonctionnel. La dépendance envers les systèmes d'aide sociale, la rechute en toxicomanie et un retour aux activités criminelles sont les résultats les plus fréquents. Les vieilles habitudes se sont facilement réinstallées. Les services offerts aux participants du programme leur ont permis d'effectuer une transition plus réussie de la prison à la collectivité, comparativement à d'autres ex-détenus n'ayant pas participé au programme ou terminé celui-ci. *Project Return* s'est également avéré efficace dans la réduction des taux de récidive lorsqu'on compare ses taux à ceux de la population d'ex-détenus à l'échelle du pays. Comme on a pu le constater dans les études examinées, les taux de récidive varient entre 24 % et 48 % un an après la remise en liberté, comparativement à 10,7 % pour *Project Return*.

Un autre modèle, nommé le *Assess, Plan, Identify and Coordinate Model (APIC)* (évaluer, planifier, identifier et coordonner) (Osher, Steadman, Barr, 2002), décrit des éléments de la réinsertion que l'on associe à une intégration communautaire réussie de détenus ayant des troubles concomitants. Ce modèle est fondé sur le principe selon lequel il devrait y avoir un partenariat de collaboration entre le système correctionnel et le cadre des services communautaires de soutien. La responsabilité initiale de la planification de transition commence dans l'établissement correctionnel, par le biais du processus de dépistage et d'évaluation. On évalue ("*a*"*ssess*) les besoins cliniques et sociaux du détenu et les risques qu'il présente pour la sécurité publique. Ensuite, on élabore et met en œuvre un plan ("*p*"*lan*) de traitement et de services nécessaires pour répondre aux besoins du détenu. On planifie par la suite sa transition avec la collaboration du personnel de l'établissement correctionnel qui joue un rôle de premier plan dans l'établissement des liens entre les services carcéraux et communautaires en

identifiant (“*i*” *dentifying*) les programmes communautaires et correctionnels nécessaires qui offrent des services postpénaux. Finalement, on coordonne (“*c*” *oordinate*) le plan de transition afin d’assurer sa mise en œuvre et d’éviter les lacunes en matière de soins avec les services communautaires. Des études sont en cours pour mesurer l’efficacité de ce projet dans le cadre d’une réinsertion réussie de cette population particulière de détenus.

EYA ReEntry Services (<http://www.eckerd.org/programs/reentry.html>) est un programme de réinsertion pour les jeunes de Floride qui a été mis sur pied dans le but d’aider les jeunes à garder leur niveau d’éducation, leurs compétences professionnelles et sociales à jour en leur offrant un soutien permanent par le biais d’un réseau de ressources communautaires. *EYA ReEntry Services* est un programme de soutien communautaire unique de par son équilibre entre la supervision et le service. Par exemple, les jeunes rencontrent leur agent d’aide postpénale avant la fin de leur thérapie en milieu résidentiel. Il n’est pas rare que des conseillers de *ReEntry* accompagnent les jeunes à une première entrevue pour un emploi ou pour la réinscription à un établissement d’enseignement. Ils les accompagnent pratiquement à chaque phase de leur processus de réinsertion.

Le *Inmate to Citizen Project* de l’État de New York (<http://www.ilr.cornell.edu/edi/p-inmate.cfm>) est un projet de recherche de cinq ans destiné à déterminer l’effet de l’intégration d’une approche axée sur la personne dans la planification de l’évaluation, du traitement et de la remise en liberté des détenus ayant des déficiences développementales qui sont incarcérés dans des unités spécialisées. Le modèle du projet est basé sur un processus de planification axée sur la personne, « un cadre pour la planification » (Blessing and Ferrell, 2004) établissant un profil positif du détenu au cours du processus d’évaluation. Le profil positif sert de fondement à une planification de programmes individualisés axés sur les forces personnelles, à leur mise en œuvre et à la planification de la remise en liberté. Au cœur du processus de planification se trouve l’articulation des rôles postpénaux d’appartenance à la collectivité et l’identification de réseaux communautaires de soutien. L’établissement correctionnel n’occupe pas une position lui permettant d’offrir des services externes. Il est évident que l’approche complète de réinsertion, commencée au cours de l’incarcération, suivant ce processus repose en grande partie sur une connexion solide entre la collectivité et l’établissement carcéral afin d’améliorer les chances de réussite de la transition. Le projet a permis la mise au point d’un instrument basé sur la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour évaluer les besoins de soutien et les objectifs individuels des détenus ayant des déficiences développementales dans les unités spécialisées des prisons du nord de l’État de New York.

L’instrument de la CIF, en tant que partie de l’intervention présentant un outil de planification axé sur la personne afin d’aider le personnel de l’unité de soins spécialisés à recueillir de l’information pour appuyer une thérapie et une libération efficaces des détenus ayant des déficiences développementales, a été remis aux employés carcéraux (agents correctionnels, enseignants, conseillers, personnel en santé mentale et autres employés) afin qu’ils puissent coter la capacité et les besoins de soutien des détenus ayant des déficiences mentales avant et après l’intervention du programme de formation.

L'instrument permet de coter les besoins de soutien des détenus et d'évaluer l'importance des limitations d'activités et des restrictions à la participation dans le cadre d'une réintégration communautaire réussie. La formation a eu pour effet de produire des améliorations dans les principales dimensions de l'approche axée sur la personne chez les participants de toutes les unités spécialisées et chez les groupes professionnels, comme le fait de considérer le détenu comme une personne. Elle leur a également permis d'accroître leur compréhension et leur prise en compte des perceptions et des besoins du détenu, de faire preuve de plus de confiance professionnelle et d'encourager les nouvelles initiatives, de s'ouvrir aux approches de réadaptation innovatrices et d'établir des relations basées sur la confiance.

Tout cela s'ajoute à l'impact évident de l'intégration d'une approche axée sur la personne dans la planification de l'évaluation, du traitement et de la remise en liberté des détenus ayant des déficiences développementales démontré par des données empiriques contenant l'opinion des détenus sur la pertinence et leur degré de satisfaction relativement au manuel d'instruction sur le « Cadre pour la planification » et au processus de mappage. Finalement à la dernière phase du projet *Inmate to Citizen*, ces résultats doivent être confirmés en comparant le niveau de préparation et de connaissances des détenus avant et après leur exposition aux processus axés sur la personne au moyen d'indicateurs évaluant 1) les connaissances des détenus en matière d'activités de réintégration dans la collectivité et leur niveau de préparation dans ce domaine; 2) des mesures de leur niveau de confiance en la préparation qu'ils ont reçu pour ne pas retourner en prison; et 3) des cotes sur leur degré de réflexion et de planification voués à ce domaine.

Conclusion

Approximativement 97 pour cent des plus de deux millions de personnes aujourd'hui incarcérées aux États-Unis retourneront un jour dans nos collectivités, soit un nombre d'environ 600 000 par année (McKinney, 2008). Les quatre dernières décennies ont démontré qu'un système judiciaire fondé sur le châtiment comme moyen de réduire les crimes entraîne une croissance exponentielle du nombre de personnes incarcérées chaque année, et ces personnes quittent le milieu carcéral mal préparés pour réussir leur retour à titre de citoyen. On doit se pencher attentivement sur le concept de réadaptation actuellement en vigueur dans les installations carcérales et au sein des programmes de services communautaires.

La conception et la planification de la vie en société pour les détenus doit commencer dès leur incarcération plutôt que quelques mois avant leur remise en liberté. Les plans de thérapie élaborés d'après des évaluations complètes survolant des profils positifs et se concentrant sur les forces personnelles, les besoins et les capacités et offrant une formation d'acquisition de compétences et un programme de soutien postpénal (comme dans le domaine de l'emploi et du logement) permettent d'espérer l'émergence de pratiques exemplaires. On reconnaît de plus en plus, à l'échelle du pays, qu'aucune entité ne peut ni ne devrait être responsable à elle seule d'assurer la réinsertion des détenus dans la collectivité. Il s'agit d'un enjeu de société qui doit être résolu par tous les niveaux de systèmes touchés par les personnes incarcérées. L'essentiel réside dans le besoin d'établir des partenariats entre les organismes et les collectivités conçus pour favoriser

une transition réussie, de l’incarcération en tant que détenu à la participation productive dans la collectivité en tant que citoyen.

Bibliographie

- Blessing C, Ferrell C. 2006. A Framework for Planning. Rochester (NY): Landmark Press.
- Bloom D. 2006. Employment-Focused Programs for Ex-Prisoners. What have we learned, what are we learning and where should we go from here? New York (NY): MDRC.
- Boulard G. 2002. Leaving Prison Once and For All. In State Legislatures April 2002 National Conference on State Legislatures. Available from: <http://www.ncsl.org/programs/pubs/402prison.htm>
- Eckerd Youth Alternatives. 1982 EYA ReEntry Services. Clearwater (FL): Author. Available from <http://www.eckerd.org/programs/reentry.html>
- Eckholm E. 2008. US Shifting Prison Focus to Re-Entry in Society. The New York Times, April 8, 2008.
- Employment and Disability Institute. 2003. Inmate to Citizen. Ithaca (NY): Cornell University, School of Industrial and Labor Relations. Available from <http://www.ilr.cornell.edu/edi/p-inmate.cfm>
- Fleisher DZ, Zames F. 2001. The Disability Rights Movement: From Charity to Confrontation. Philadelphia (PA): Temple University Press.
- Golden TP, Zeitzer I, Bruyere, S.M. (in press). New Approaches to Disability in Social Policy: The case of the United States. In: Guloglu T, editor. Social Policy in a Changing World. Munster: MV Wissenschaft.
- McKinney M. 2008. Reconceptualizing Reentry. Where do we go from here? Insights, Spring 2008 Garland (TX): Open, INC.
- Nelson M, Deess P, Allen C. 1999. The First Month Out: Post-Incarceration Experiences in New York City. New York (NY): Vera Institute of Justice.
- O’Brien J, O’Brien C, editors. 2002. Implementing Person-Centered Planning: Voices of experience. Toronto: Inclusion Press.
- Osher F, Steadman H, Barr H. 2002. A Best Practice Approach for Inmates with Co-Occurring Disorders: The APIC Model. Delmar (NY): The National GAINS Center.

- Project Return. 1989 Breaking the cycle of crime. New Orleans, LA: Author. Available from <http://www.projectreturn.com/>
- Re-Entry Policy Council. 2003. Charting the safe and successful return of prisoners to the community. Report of the Re-Entry Policy Council. New York (NY). Available from <http://www.reentrypolicy.org>
- Reich I. 1994. A Citizens Crusade for Prison Reform. New York (NY): Correctional Association of New York.
- Russell M, Stewart J. 2001. Disablement, Prison, and Historical Segregation. Available from <http://www.monthlyreview.org/0701editr.htm>
- Solomon A, Visser C, LaVigne N, Osborne J, editors. 2007. Understanding the Challenges of Prisoner Reentry: Research Findings from the Urban Institute's Prisoner Reentry Portfolio. Washington (DC): The Urban Institute. Available from <http://www.urban.org/projects/reentry-portfolio>
- Travis J, Petersilia J. 2001. Reentry Reconsidered: A New Look at an Old Question. The SAGE Social Science Collection. SAGE Publications:
- Wolfensberger W. 1998. A brief introduction to social role valorization: A high- order concept for addressing the plight of societally devalued people, and for structuring human services. Syracuse (NY): Training Institute for Human Service Planning, Leadership and Change Agency (Syracuse University).
- Woodhal E. 2006. The Challenges of Prisoner Reentry from a Rural Perspective. Western Criminology Review 7(2):32-47.